

Des négociations sans fin. Une paix impossible ?

Dans le dernier numéro de Pal Sol, nous avons vu comment les droits du peuple palestinien sont progressivement affirmés dans le droit international. Tout est fait pour permettre la mise en place d'État de Palestine souverain.

1993 : Oslo

Dans ce contexte, après la guerre du Golfe de 1991, alors que la première Intifada se poursuit, les USA (G. W. Bush et son secrétaire d'État James Baker) imposent aux Israéliens la tenue d'une conférence à Madrid. Les Palestiniens y sont représentés par une délégation composée de Jordaniens et de Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza et non par l'OLP, alors installée à Tunis, et non reconnue par Israël. La conférence est un échec même si elle débouche sur la création de cinq forums. Itzhak Shamir expérimente ce qui sera la tactique d'Israël pour les années à venir : ne rien lâcher et faire durer les négociations permettant la poursuite de la colonisation.

En juin 1992, les travaillistes reviennent au pouvoir en Israël et Bill Clinton est élu président des USA. Avec le soutien de Norvégiens, des rencontres secrètes entre des Israéliens et des Palestiniens ont lieu; elles préparent de fait les accords d'Oslo.

Elles aboutissent à un échange de lettres en septembre 1993 : Yasser Arafat reconnaît le droit pour Israël de vivre dans la paix et la sécurité et accepte les résolutions 242 et 338 tandis qu'Yitzhak Rabin reconnaît l'OLP comme le « représentant du peuple palestinien » et accepte de traiter avec elle pour les négociations de paix.

Le 13 septembre Arafat et Rabin signent à Washington une « déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie » qui prévoit la mise en place d'une Autorité palestinienne transitoire à Gaza et sur une partie de la Cisjordanie pour une période de cinq ans, avant de parvenir à une autonomie complète de la Cisjordanie. L'armée israélienne doit quitter progressivement les territoires occupés en commençant par Gaza et la région de Jéricho, même si elle continue à assurer la sécurité des frontières et celle des colonies juives.

Les accords d'Oslo de 1993 seront suivis par la signature des accords d'Oslo II en 1995 prévoyant l'évacuation des villes palestiniennes par l'armée israélienne. La Cisjordanie (à l'exception de Jérusalem-Est) et la Bande de Gaza sont divisées en trois zones (A, B et C). Les négociations sur « l'accord final » (qui doit être signé au plus tard le 4 mai 1996!!!) se poursuivent.

Une violente opposition se développe en Israël qui conduit à l'assassinat le 4 novembre 1995 d'Yitzhak Rabin par un extrémiste juif. Shimon Peres prend alors la tête du gouvernement. Il poursuit l'évacuation des villes palestiniennes prévues dans les accords sauf Hébron.

Le 20 janvier 1996 Yasser Arafat est élu à la présidence de l'Autorité palestinienne. En avril le Conseil national palestinien, réuni à Gaza, décide de modifier la charte de l'OLP et de supprimer tous les articles contraires à la charte de reconnaissance mutuelle. Il met en place un nouveau comité exécutif de l'OLP dans lequel sont présents des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie.

En mai 1996, Benyamin Netanyahu, chef du Likoud opposé aux accords d'Oslo, est élu Premier ministre. Son programme :

- › Pas de ralentissement de la colonisation;
- › Pas de partage de la souveraineté sur Jérusalem;
- › Pas de retrait du Golan.

En juin, la Ligue Arabe énonce les principes sur lesquels la paix pourra être établie :

- › Retrait de tous les territoires occupés y compris Jérusalem-Est;
- › Établissement d'un État palestinien;
- › Démantèlement des colonies.

En janvier 1997, Netanyahu et Arafat signent un accord sur un retrait israélien de 80 % seulement de la ville d'Hébron.

1998 : Wye River Plantation

Le 23 octobre 1998, sous pression américaine Netanyahu et Arafat signent le Mémorandum de Wye River Plantation prévoyant qu'Israël restitue 13 % supplémentaires de la Cisjordanie. Devant le mécontentement à la fois de la droite et de la gauche le parlement israélien est dissout et le « processus de paix » est gelé. Ehud Barak est élu en mai 1999 et forme une coalition avec trois partis religieux. Les accords ne sont pas appliqués. La proclamation de l'État palestinien prévue le 4 mai 1999 par les accords d'Oslo n'est pas à l'ordre du jour.

1999 : Charm el-Cheikh

En septembre 1999, les « Accords » de Charm el-Cheikh, en Égypte, redéfinissent un nouveau calendrier des retraits israéliens. Israël libère 400 prisonniers palestiniens. La construction du port de Gaza est actée. En mars 2000, après un nouveau retrait de l'armée israélienne de 6 % de la Cisjordanie, l'Autorité palestinienne exerce un contrôle total sur 17 % seulement de la Cisjordanie et Israël conserve le contrôle total de 59 % de la Cisjordanie et de 30 % de Gaza.

2000 : Camp David

Israël n'appliquant que partiellement les « accords » de Charm el-Cheikh, Yasser Arafat annonce qu'il proclamera unilatéralement la création de l'État de Palestine le 13 septembre 2000. Mis au pied du mur, Clinton réunit Barak et Arafat en juillet 2000 dans sa résidence à Camp David. Quinze jours plus tard, les négociateurs se séparent faute d'un accord. Les Israéliens veulent annexer 10 % de la Cisjordanie.

Camp David confirme le refus israélien de toute vraie négociation. Provoquée par la « promenade » d'Ariel Sharon sur